

**Nous avons retiré nos 3
enfants de l'école ; 3 ans
après aucun regret, au
contraire**

écrit par Mathurin Cordier | 18 mai 2020

CHAPITRE 1

1981-2017 : POLITIQUES FRANÇAIS, TOUS COUPABLES

L'islam est imposé à la société française, l'islam est imposé à l'école, et, pour ce faire, toutes les manipulations, tous les mensonges, toutes les réécritures de l'histoire sont utilisées.

Pourquoi cela ? Quels sont les enjeux ? Qui l'a décidé ? Quand ?

Telles sont les questions que nos lecteurs nous posent souvent.

L'enseignement obligatoire de l'histoire date du XIX^{ème}. Il avait un but, enraciner l'enfant, en faire un citoyen de la nation, un citoyen impliqué dans la vie de la Cité. C'est l'esprit des Lumières, celui de Condorcet notamment. Pour les philosophes du XVIII^e, apprendre des faits, connaître des personnages historiques et des valeurs donnait un sentiment d'appartenance commune et permettait l'émancipation de l'individu.

Or, peu à peu apparaît la contestation de ce modèle après la seconde guerre mondiale et elle s'intensifie au cours des années. Dans les années 70, on mélange même à l'histoire proprement dite les « matières d'éveil » et

En complément à l'article de Christine « La loi Avia va faire partie du programme scolaire... Retirons nos enfants de l'école, il est temps ! »

<https://resistancerepublicaine.com/2020/05/16/la-loi-avia-va-faire-partie-du-programme-scolaire-retirons-nos-enfants-de-lecole-il-est-temps/>

Christine à raison ! Il est plus que temps que les parents prennent leurs responsabilités et cessent de sacrifier leurs enfants par facilité. Il y a des solutions mais elles coûtent, en temps, en argent, en confort, en soucis. Pourtant, elles valent la peine !

Comment a-t-on pu oublier ce bon sens populaire et paysan si prégnant dans notre France d'avant, que le plus important dans la vie d'un homme, c'est sa descendance ?

Je me présente: Mathurin Cordier, nom de code évidemment. Je suis l'auteur de l'article paru il y a 3 ans sur le site de RR auquel Christine fait référence. Nom de code car quand vous vous opposez à la secte de l'EN vous vous attaquez à un sacré morceau. Je dis secte car cette institution se comporte comme telle : vous êtes menacés quand vous voulez la quitter, quand vous l'avez quitté, on vous le fait payer et vous êtes toujours liés car ils vous contrôlent. Et comme par-dessus le marché, cette secte a le monopole du bac-qui-ne-vaut-plus-rien, vous êtes obligés d'y repasser et là, ils ne se privent pas de vous démolir s'ils le peuvent.

Cette institution est juge et partie. Hors de l'Eglise point de salut ! Amusant d'ailleurs cette propension à emprunter des termes religieux à l'Eglise comme si elle avait la prétention de la remplacer. Tiens, cela me fait penser à ce que disait l'ancien ministre Peillon :

« L'école doit dépouiller l'enfant de toutes ses attaches

pré-républicaines pour l'élever jusqu'à devenir citoyen. C'est une nouvelle naissance, une transsubstantiation qui opère dans l'école et par l'école cette nouvelle église avec son nouveau clergé, sa nouvelle liturgie, ses nouvelles tables de la loi. » PEILLON, La révolution française n'est pas terminée. Ed du Seuil. 2008, p17

Peillon citant Littré dans le même livre : « Ce qui manque au socialisme pour s'accomplir comme la pensée des temps nouveaux, c'est une religion nouvelle : "Donc un nouveau dogme, un nouveau régime, un nouveau culte doivent surgir, afin qu'une nouvelle société prenne la place de l'ancienne» (p. 149).

Et encore : « Dans notre tradition républicaine, il appartient à l'école non seulement de produire un individu libre, émancipé de toutes les tutelles – politiques, religieuses, familiales, sociales – capable de construire ses choix par lui-même, autonome, épanoui et heureux, mais aussi d'éduquer le citoyen éclairé d'une République démocratique, juste et fraternelle » PEILLON, Refondons l'École de la République, p12

.
Je vais arrêter les citations que je pourrais accumuler sans peine, mais vous avez un aperçu de ce qui sous-tend cette institution. Ne croyez pas que notre éphémère ancien ministre Peillon n'était qu'un météorite en décalage avec l'Esprit qui règne dans les hautes sphères de ce bastringue. Il se référait abondamment à Ferdinand Buisson dont la statue trône encore tel un pape dans la cour de certain(s) rectorat(s).

Je veux revenir pour terminer à l'article de Christine. J'abonde, je souscris, je sur-signe. Il faut sortir nos enfants de cette école comme dit Christine « **qui n'est plus qu'endoctrinement et décervelage** ». N'est-ce pas d'ailleurs

une des caractéristiques d'une secte ?

Trois ans après mon article, mon épouse et moi, n'avons jamais regretté notre choix même si le système ne nous a pas fait de cadeaux. Nous avons encore un enfant en EPC (école par correspondance). La prochaine fois, si RR m'en donne l'occasion, je vous raconterai ce qui s'est passé pendant ces trois années.

Mathurin Cordier

Note de Christine Tasin

Je ne vois pas ce que vient faire le pauvre Ferdinand Buisson là-dedans. Ni la laïcité ni la franc-maçonnerie ne sont responsables du bordel islamo-immigrationniste qu'est devenue l'école. Et nous sommes, d'ailleurs, une association et un site laïques, attachés à la loi de 1905 !

Il y a beaucoup de monde à accuser, bien plus importants que Ferdinand Buisson : les pédagogistes, les politiques depuis les années 70, l'immigration, le prix du pétrole, Eurabia, les gauchistes... Je vous renvoie à mon livre *L'islam à la conquête de l'école, cinquième partie, chapitre 1 dont voici les 3 premières pages* :

CHAPITRE 1

1981-2017 : POLITIQUES FRANÇAIS, TOUS COUPABLES

L'islam est imposé à la société française, l'islam est imposé à l'école, et, pour ce faire, toutes les manipulations, tous les mensonges, toutes les réécritures de l'histoire sont utilisées.

Pourquoi cela ? Quels sont les enjeux ? Qui l'a décidé ? Quand ?

Telles sont les questions que nos lecteurs nous posent souvent.

L'enseignement obligatoire de l'histoire date du XIX^{ème}. Il avait un but, enraciner l'enfant, en faire un citoyen de la nation, un citoyen impliqué dans la vie de la Cité. C'est l'esprit des Lumières, celui de Condorcet notamment. Pour les philosophes du XVIII^e, apprendre des faits, connaître des personnages historiques et des valeurs donnait un sentiment d'appartenance commune et permettait l'émancipation de l'individu.

Or, peu à peu apparaît la contestation de ce modèle après la seconde guerre mondiale et elle s'intensifie au cours des années. Dans les années 70, on mélange même à l'histoire proprement dite les « matières d'éveil » et

les « sciences sociales » et, à partir des années 80 il s'agit avant tout de prendre en compte les « oubliés de l'histoire ».

**1981-1997
JOSPIN, MAUROY, LANG, ROCARD...
responsables et coupables**

Tout se corse à partir du moment où Jospin est Ministre de l'Éducation nationale. Jusqu'en 1989, les programmes sont écrits par des Inspecteurs généraux, un tant soit peu indépendants des politiques. Or, entre 1990 et 2005 ce sera un Conseil national des Programmes qui en sera chargé. Composé d'universitaires, de représentants de groupes d'intérêt (associations, syndicats...) et hommes politiques.

Depuis 2005, il n'y a même plus de Conseil National des Programmes, il n'y a plus que des groupes « d'experts » présidés par un Inspecteur Général. Y figurent des représentants de *Terra nova*, le laboratoire d'idées du Parti socialiste, celui qui avait décidé que, la classe ouvrière française boudant le PS, ce dernier devait mettre tous ses efforts en direction des immigrés...

Depuis 1989, le programme d'histoire a très clairement un enjeu politique.

Comment cela s'est-il manifesté dans les programmes du secondaire, par exemple ?

Années 81-82

– C'est l'Europe qui doit être privilégiée comme objet d'étude

– La notion de civilisation occidentale est centrale mais elle fait apparaître d'autres hommes, d'autres civilisations, différentes, qu'il faut... comprendre.

Les associations de professeurs d'histoire-géographie sont très présentes, elles font pression pour que soit prise en compte la présence d'enfants de travailleurs immigrés. Il faut donc, selon eux, enseigner la civilisation des pays d'où ils viennent.

En 1983, François Mitterrand se révolte.

Il refuse catégoriquement un enseignement qui conduirait à la perte de mémoire collective des nouvelles générations.

Mauroy et Savary insistent... et c'est déjà le recentrage.

Mauroy, Savary, Mona Ozouf en faveur des particularités culturelles